

Madame Anne Bisagni-Faure
Rectrice de région de l'Académie Nouvelle Aquitaine
5, rue Joseph de Carayon Latour
CS 81499
33 060 BORDEAUX Cedex

Couze-et-St-Front,
le 17.06.2021

Madame la rectrice,

Nous constatons surtout que nous n'aurons jamais pu nous rencontrer. C'est votre choix. Ceci étant dit, nous tenons à vous signaler que :

- le tableau dont vous parlez est tout sauf exhaustif bien évidemment, il serait donc tout-à-fait logique que vous rappeliez voire expliquiez à TOUS les établissements scolaires qui sont sous votre autorité, l'incompatibilité du masque en sport ;
- il est d'une évidence ahurissante qu'AUCUN sport, ni même aucune préparation physique, n'est compatible avec un masque et ce, quoi qu'en dise votre supérieur hiérarchique (s'il est nécessaire de le lui rappeler, là encore, c'est à vous qu'incombe cette responsabilité ! Tout comme celle de "désobéir à un ordre manifestement illégal et de nature à compromettre l'Intérêt Public"... voire celui de l'intérêt supérieur de l'Enfant...);
- le masque n'a jamais été autorisé en sport depuis décembre 2020 dans une ordonnance du Conseil d'Etat ;
- le protocole sanitaire ou son application n'est pas "potentiellement" abusif mais EST ABUSIF ;
- concernant les tests et les gestes barrières comme effet sur la pandémie (ce mot qui ne renseigne en rien sur sa virulence ou son intensité) : c'est vous qui le dites !.....
- quant à votre sensibilité "au traitement équitable de l'ensemble des élèves de l'académie".... cela se passe de commentaire...

A présent Madame la rectrice, nous vous prions de prendre connaissance de la suite de cette lettre :

Madame la rectrice,

Il y a maintenant 1 an, sur ordre de votre ministre, vous avez imposé que les adolescents soient masqués au collège et au lycée. Il y a 8 mois vous avez imposé aux enfants, dès 6 ans, de le porter 8 à 10 heures (voire plus) par jour à l'école, y compris dehors, pendant les récréations.

Nous sommes un certain nombre de parents, de collectifs et d'associations à vous avoir communiqué nos remontées de terrain, le bilan d'impact du protocole sanitaire sur la santé des enfants (de 6 à 18 ans) réalisé par Enfance et Liberté (puisque vous n'avez toujours pas daigné l'exiger de votre supérieur, voire le réaliser vous-même, pourquoi pas en concertation intelligente avec vos confrères des autres rectorats) sourcé de 4 pages d'études et d'articles de scientifiques et de professionnels de l'enfance (toutes disciplines confondues), nous vous avons même fourni certaines de ces documentations.

Ces conséquences tombaient sous le sens mais méritaient, compte-tenu de leur gravité, que l'on s'attache à les démontrer pour vous demander de reconsidérer urgemment votre décision.

Nous n'avons jamais reçu de réponse. Ou alors uniquement par citation du décret ou du protocole sanitaire.

Vous et le Ministre, par contre, avez connu depuis, des centaines de sollicitations de représentants de milliers de parents, portant à votre connaissance témoignages, rapports de spécialistes, études scientifiques, statistiques... (dont la prise de position publique, le 18 février dernier, de M. Didier Pittet) remettant lourdement en cause votre décision. Les mesures que vous avez ordonnées ont fait très récemment l'objet de deux instances ouvertes devant le Conseil d'Etat par 900 parents de 84 départements réunis en 3 semaines, et une instance devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Des enseignants, menacés de sanction s'ils n'obtempèrent pas aux consignes, témoignent eux aussi des conséquences sur les apprentissages. Ils se regroupent maintenant, eux aussi, en « Collectifs » pour tenter de protéger les enfants <https://www.educationpourlebiendesenfants.fr/> . Les orthophonistes font de même <https://www.marianne.net/agora/tribunes-libres/orthophonistes-nous-nous-inquietons-des-consequences-du-port-du-masque-sur-les-enfants>

Un an après avoir commencé de masquer 11 millions d'enfants, vous, le ministre, et les DASEN refusez toujours de mener l'indispensable et obligatoire bilan coût/avantage de votre mesure, seul moyen de respecter la condition légale de proportionnalité et de nécessité, assortissant, dans tout état de droit, une mesure restrictive de liberté.

Pour tout argument, vous, le ministre, votre DASEN et vos services opposez invariablement depuis 8 mois la même phrase aux parents d'enfants en souffrance et aux parlementaires de toute couleur politique qui vous saisissent sur le sujet, comme si l'expérience dévastatrice rapportée ne vous concernait pas : *« Les autorités sanitaires (avis du Haut Conseil de la Santé publique sur les masques dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus SARS-CoV-2 du 29 octobre 2020) considèrent qu'il n'existe pas de contre-indications documentée au port du masque »*. ("considèrent" !...) Vous posez comme seule alternative la fermeture généralisée des écoles, qu'évidemment personne ne souhaite, pour éviter tout débat.

Comment, aujourd'hui, un décideur politique ou administratif digne de ce nom peut-il maintenir cette posture absurde et surtout catastrophique pour les enfants de son pays ? Considérant l'importance de l'enjeu... la santé des enfants que nous vous confions chaque jour.

Vous trouverez ci-joint la lettre que les parents envoient en ce moment aux enseignants et aux Directeurs d'école. Nous n'avons en effet pas d'autre choix que de porter à leur connaissance les conséquences des actes que vous leur imposez. Si vous l'aviez fait vous-même, nul doute que votre mesure aurait trouvé plus d'obstacle à s'appliquer...

Tous ces éléments, que vous connaissez et ne pouvez plus feindre d'ignorer, ont permis à des tribunaux allemands, sur la base des principes de proportionnalité et de nécessité précités, d'annuler

l'obligation faite aux enfants de porter le masque (pourtant beaucoup moins d'heure par jour qu'en France, sur peu de Länder, et beaucoup plus récemment que leurs camarades français). Leur analyse est aussi sévère que documentée et juridiquement rigoureuse.

Dans ces conditions, nous vous informons que nous ouvrons maintenant une phase active de recherche de votre responsabilité personnelle pour les préjudices individuels et le préjudice de masse que vous infligez aux enfants en toute connaissance de cause.

Croyez à l'assurance de nos sentiments désolés.

Association Oxygène Aquitaine
56, rue Jean La Salle
24 150 Couze-et-St-Front

PJ : Lettre aux directrices et directeurs d'écoles et aux enseignants